

N° 1530-2015/ARR/DENV/SICIED

Date du : 26/08/2015

Rapport de présentation

OBJET : installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
régularisation de la situation administrative de l'ouvrage de traitement et d'épuration des eaux résiduaires domestiques ou assimilées exploité par le syndicat des copropriétaires de la résidence Terrasses de Ouémo sur la commune de Nouméa

PJ : un projet d'arrêté de mise en demeure

Le syndicat des copropriétaires de la résidence Terrasses de Ouémo exploite irrégulièrement l'ouvrage de traitement et d'épuration des eaux résiduaires domestiques ou assimilées de la résidence Terrasses de Ouémo relevant du régime de la déclaration, rubrique 2753, au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement. En effet, cette installation n'a pas fait l'objet de la déclaration prévue à l'article 414-3 du code de l'environnement.

Par courriers n° 2011-30806/DENV du 27 juillet 2011 et n° 2014-13559/DENV du 5 mai 2014, l'inspection des installations classées a sollicité la régularisation administrative de l'ouvrage de traitement et d'épuration des eaux résiduaires domestiques ou assimilées de la résidence Terrasses de Ouémo, sise 4 rue Le carrou, Magenta Ouémo, commune de Nouméa.

L'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement n'a reçu à ce jour aucun dossier de déclaration et ce malgré trois relances formulées par courrier électronique auprès du syndic de copropriété Veron transactions SARL.

Par conséquent, il est proposé de mettre en demeure le syndicat des copropriétaires de la résidence Terrasses de Ouémo de régulariser la situation administrative de l'ouvrage de traitement et d'épuration des eaux résiduaires domestiques ou assimilées de la résidence Terrasses de Ouémo qu'il exploite 4 rue Le carrou, Magenta Ouémo, commune de Nouméa, dans un délai d'un mois, conformément à l'article 416-2 du code de l'environnement de la province Sud.

Tel est l'objet du présent arrêté que j'ai l'honneur de soumettre à votre approbation.

L'inspecteur des installations classées